

<http://ugtg.org/spip.php?article1611>



Quand « L'Express » invite les français à s'expatrier en Guadeloupe Colonie antillaise peuplée de fainéants (55% de s au chômage)

Date de mise en ligne lundi 10 octobre 2011

L'EXPRESS

- Actualité -

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

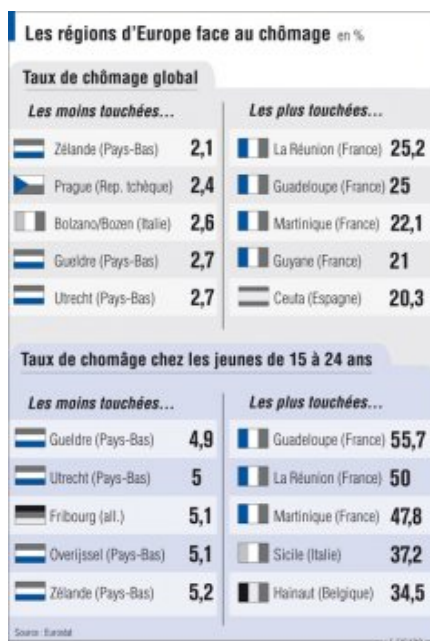
Directeur de la rédaction et éditorialiste de L'Express, Christophe Barbier signait le 19 février 2009 un article intitulé [Créolitude](#). En pleine crise guadeloupéenne, donc. C. Barbier y estimait tout d'abord que « L'Etat républicain, certes, doit briser les privilèges pour instaurer enfin, au pays des békés et des Blancs-créoles, le règne du mérite. Mais il ne saurait cautionner une spoliation vengeresse ni ouvrir aux frais des métropolitains un guichet dégoulinant d'allocations injustifiées. »

Plus loin : « Ici est l'autre vérité que les Antilles, et presque tout l'Outre-Mer, doivent regarder en face : l'assistanat y est moins dénoncé que l'exploitation ; les délices de Capoue des aides publiques ne soulèvent que peu de critiques... Quand leurs concitoyens du lointain ont besoin d'aide, les contribuables de l'Hexagone ferment rarement leur porte-monnaie. Aux Français des tropiques qui veulent travailler à l'antillaise et consommer à la métropolitaine, rappelons qu'il faut labourer la terre arable pour qu'elle lève d'autres moissons que celle du songe et que, hors de la France, les Antilles seraient au mieux une usine à touristes américains, au pire un paradis fiscal rongé par la mafia, ou un Haïti bis ravagé par des "tontons macoutes" moins débonnaires qu'Yves Jégo... »

Des spoliateurs vengeurs et fainéants vivant au crochet de la mère patrie, ce peuple dont la grande majorité des fils et filles sont descendants d'esclaves ayant "travaillé" jusqu'au sang sur les plantations des békés esclavagistes, et dont l'autre composante fut importée d'Inde pour "travailler" comme des bêtes de somme pour les mêmes... ? Telle est "l'opinion" librement exposée en 2009 par cet éditorialiste, français, blanc.

38 mois après cette saillie, sans doute le temps de gestation chez cette engeance raciste et coloniale, le même journal invite ses compatriotes à "mettre le cap sur "l'outre-mer", et tout spécialement sur... la destination Guadeloupe. Non sans prodiguer d'étonnants conseils et recommandations à ces nouveaux colons en mal d'exotisme. Pour une meilleure "acclimatation"...

Une campagne fleurant le bon temps colonial ; quand, à l'époque des [Zoos Humains et de l'Exposition Coloniale de 1931](#), Etat et médias encourageaient les français à s'expatrier en Afrique ou en Indochine. Moyen aussi d'échapper, déjà, à la crise et au chômage qui ravageaient le continent européen. Aux mêmes mots, les mêmes remèdes. Et qu'importe les taux de chômage de ces indigènes :



Ci-après, le nouvel article - mais toujours dans la même veine - commis par ce journal ; où l'on

apprend au passage que l'île compte déjà « 35 000 métros, soit 10 à 12% » de la population... Et une question : d'où peuvent bien provenir ces chiffres, sachant les statistiques ethniques interdites ?!

DOM-TOM - Et si on mettait le cap sur l'Outre-mer ? - Par Patrick Berthreu - L'Express - Publié le 04/10/2011

Fonctionnaires, entrepreneurs, employés ou retraités, ils sont de plus en plus nombreux à s'installer dans les départements d'Outre-mer. En Guadeloupe, ces "métros" contribuent à donner des couleurs à l'avenir de l'archipel.

C'était un soir d'été. Patrice et Marie-Thé Thirion se souviennent encore du jour où ils ont mis les voiles, abandonnant derrière eux un océan de blé, en Beauce, pour tenter l'aventure en Guadeloupe. Un appel irrésistible du large qui a conduit en 2004 ces deux informaticiens à plaquer un emploi stable et rémunérateur en métropole pour tenter un projet audacieux de charter de croisière. Sept ans plus tard, le Valetta, leur confortable catamaran de 15 m, balade régulièrement les touristes au grée des alizés dans la mer turquoise des Caraïbes. "En France, nous avons l'impression de tourner en rond, se souvient Patrice, short élimé et visage buriné par le soleil. Nous nous sommes dit que nous devons envisager de changer d'air." Mais que faire ? Patrice passionné de voile a alors proposé à Marie-Thé d'investir leur patrimoine dans un bateau et de mettre le cap au soleil. "Mais partir à l'étranger nous semblait trop risqué", reconnaît Marie-Thé. La Guadeloupe s'est rapidement imposée comme destination idéale. Ce territoire français situé au cœur de l'arc antillais est apparu comme un terrain de jeu idéal pour entreprendre une reconversion. Sept ans plus tard, la réussite est au rendez-vous, presque insolente, mais qui s'explique par des efforts d'intégration quotidiens et surtout par un travail acharné. "Ici, lorsqu'on vient de métropole, prévient Patrice, il faut bosser et montrer ses compétences tout en faisant preuve de diplomatie. Surtout ne pas arriver comme un franchouillard en terrain conquis, mais rester modeste et à l'écoute des gens."

Un constat partagé par Gérard Lo Pinto, charcutier traiteur promu Meilleur ouvrier de France. Lui aussi a quitté il y a quatre ans la routine hexagonale pour tenter l'aventure outre-mer.

"A Biarritz, se souvient Gérard, je possédais une belle enseigne, tandis que ma femme, gestionnaire de fonds européens, gagnait très bien sa vie. Nous étions aisés, mais j'avais l'impression de perdre le feu sacré." Un besoin de challenge qui a rapidement conduit la famille Lo Pinto à s'offrir un aller simple pour la Guadeloupe. Aujourd'hui, la petite entreprise gastronomique installée dans la station balnéaire de Gosier, est devenue une référence sur Grande-Terre, la principale île de la Guadeloupe. Là encore, c'est au prix d'une organisation millimétrée que la réussite leur sourit. Le savoir-faire de Gérard a vite été repéré par un grand groupe hôtelier martiniquais. Désormais, tous les lundis matin, le charcutier troque son tablier contre un costume, direction Fort-de-France, où il cumule un second emploi de consultant. "Ici, tout est encore possible pour peu que l'on n'ait pas peur de remonter ses manches, constate-t-il. On bosse dur, mais dès que l'on arrête, on est en vacances." Et la réussite est visible. Gros 4x4 flambant neuf, villa de rêve face à la marina, piscine, et tutti quanti. Les Lo Pinto vivent la dolce vita version créole.

Ici, tout est possible, tant que l'on n'a pas peur de remonter ses manches.

Mais le soleil est parfois trompeur et le succès de ce genre d'immigration n'est pas garanti. Notamment pour certains continentaux arrogants qui confondent département français et Afrique coloniale avant de repartir très vite, profil bas et valises à la main. Pour Gérard, le seul vrai conseil à donner aux primo arrivants c'est de "savoir s'adapter aux autres et non l'inverse. Car les Antillais vous observent avant de venir à votre rencontre. Ils ne vous acceptent

vraiment que lorsqu'ils comprennent que vous ne venez pas les ponctionner, mais que vous investissez au contraire votre coeur et votre argent dans l'île".

A la Réunion, on les appelle les "zoreys", aux Antilles, ce sont les "métros" ou encore "Blanc-France" - à ne pas confondre avec les "Békés" ou "Blancs pays", ces Martiniquais blancs qui vivent repliés sur eux-mêmes. Mais qui sont ces émigrants de l'intérieur qui choisissent un jour de s'installer sur l'un des confettis de l'ancien empire colonial français ? Des baroudeurs avides, des entrepreneurs pragmatiques ou des fonctionnaires soumis aux transhumances des mutations ? "Un peu tout ça, résume Olivier Nicolas, membre du cabinet du président du conseil régional de Guadeloupe. Ils viennent de tous les horizons, animés par une soif réelle de qualité de vie, doublée d'un espoir de meilleurs salaires."

De belles réussites

Si l'on se réfère à la taille des villas qui se construisent un peu partout et à l'exubérante modernité du parc automobile de l'île, on comprend que les "Domiens" bénéficient de certains avantages. Défisicalisation, primes diverses, congés bonifiés, salaires supérieurs, retraites majorées (voir encadré ci-contre), la panoplie des incitations insulaires est grande. Une situation qui alimente les fantasmes et crée un certain malaise parmi les locaux qui accusent les métros d'être responsables de l'envolée des prix à la consommation.

En Guadeloupe, on estime leur nombre à 35 000 sur une population d'environ 450 000 habitants soit 10 à 12%, un peu moins en Martinique, soit environ 8% et 10,2% à la Réunion, soit plus de 80 000 zoreys. Et parmi ces nomades, il y a "les chasseurs de primes", une expression péjorative pour qualifier les fonctionnaires métropolitains qui enchaînent les mutations d'un DOM à l'autre en profitant largement des primes au passage. Pas étonnant dès lors que ces privilèges fassent débat et échauffent quelque peu les esprits.

"La Gwadeloup sé tan nou, la Dwardloup sé pa ta yo !" (la Guadeloupe c'est à nous, la Guadeloupe c'est pas à eux !). En 2009, durant la grande grève qui paralysa le pays durant plusieurs semaines, le slogan du LKP (le collectif d'organisations à l'origine du mouvement) a jeté un certain trouble parmi la communauté des métros qui ont naturellement pensé que le leitmotiv leur était destiné. "En fait, reconnaît à demi-mot un membre du LKP, le slogan était adressé aux Békés qui contrôlent depuis des générations l'économie insulaire et aux politiciens "magouilleurs" qui entretiennent des relations équivoques avec l'administration métropolitaine." Et d'exprimer le ressenti de cette "colonie départementalisée" encore marquée par les stigmates de l'esclavage où "les pauvres sont plus pauvres et les riches plus riches".

Pour Willy Ange, le jeune président du Medef de Guadeloupe, tout l'enjeu de l'intégration est là : comment se décomplexer et construire une identité antillaise ouverte sur le monde, aux antipodes de la régression grégaire prônée par le LKP ? Pour lui, la vraie question est : "Comment Antillais et métros peuvent-ils construire ensemble leur destin ?" Un sentiment largement partagé par les autochtones, car la Guadeloupe ne manque pas d'atouts. Au premier rang desquels un dynamisme économique qui se traduit par un taux de croissance de 2,7% par an, soit le plus élevé de France. Et si la situation de l'emploi n'inquiète pas les experts (le taux de chômage frôle les 30%), c'est aussi parce que les statistiques officielles ne prennent pas en compte le travail au noir qui est l'autre sport national. Ce que confirme Gérard Lo Pinto. "Ici, tout le monde a deux boulots, dont l'un est souvent au noir, pour parer aux crises. Le terme "jobber" est devenu l'expression créole de ce modèle économique." Un bonus qui représenterait tout de même près d'un tiers d'une économie locale particulièrement fiduciaire puisque 70% des échanges se font encore en espèces.

"Pour réussir ici, conseille le président du Medef, il s'agit avant tout de posséder un esprit d'entreprise, un véritable fighting spirit à l'américaine." A partir de là, tous les secteurs d'activités sont porteurs et les réussites nombreuses, à commencer par la sienne. Diplômé en commerce de gestion et droit des affaires, Willy Ange, surnommé par ses

amis le "Bounty", en référence à sa couleur de peau et à son esprit européen, a créé deux sociétés innovantes capables de gérer l'activité des entreprises en réseau ou de mobiliser de la trésorerie. Pour lui, la Guadeloupe comme la Martinique regorgent d'opportunités. Dans les secteurs du nautisme, de l'informatique et dans tout le tertiaire. "En revanche, tempère Gérard Lo Pinto, pour entreprendre dans les DOM, il ne faut pas trop compter sur les aides des institutions." La Guadeloupe a beau représenter la tête de pont européenne la plus proche du continent américain, obtenir les aides de la région et de l'Europe relèvent d'un véritable parcours du combattant.

Une ombre au tableau

Reste le sujet qui fâche : la surrémunération des fonctionnaires - de 30 à 35% de la population. Certes, une étude de l'Insee (mars 2010) confirme que le niveau général des prix à la consommation est globalement plus élevé dans les départements d'Outre-mer qu'en France métropolitaine. Très exactement, il était alors supérieur de 13% en Guyane, 9,7% en Martinique, 8,3% en Guadeloupe et 6,2% à la Réunion. Des chiffres qui ne justifient pas pour autant les 40% à 53% de surrémunération perçue par les fonctionnaires dans ces quatre départements. "Il faudra bien un jour se poser la question de la distorsion sociale qui fait qu'il est dix fois plus attractif pour un jeune d'aller travailler dans la fonction publique que d'essayer de développer sa propre entreprise", remarque le patron du Medef local.

Les cadeaux Royaux de l'Etat

Tous les fonctionnaires bénéficient de 40 % de majoration de salaire aux Antilles, 53% à la Réunion, 105% à Wallis et Futuna, 108% en Polynésie. Pour les seuls expatriés, il existe un tombereau de primes d'installation (16 mois de salaire pour 4 ans de service en Guyane et à Saint-Martin) et d'éloignement (10 mois de salaire pour 2 ans de présence en Nouvelle-Calédonie, 23 mois à Mayotte), auxquelles s'ajoutent 30 jours de congés bonifiés et un A/R Paris-Dom-Tom tous les trois ans. Un avantage régulièrement montré du doigt pour son coût, mais farouchement défendu par les bénéficiaires. Le gouvernement planche actuellement sur un projet qui viserait à transformer ces billets gratuits en un chèque d'environ 1 200 euros tous les 36 mois, à charge pour les bénéficiaires de trouver le meilleur tarif. Et comme si cela était notoirement insuffisant, les fonctionnaires en retraite ou non, bénéficient des régimes fiscaux adoucis de ces terres lointaines : 30% d'impôt sur le revenu en moins à la Guadeloupe, 40% en Guyane et pas un sou à payer à Saint-Barthélemy. Enfin, l'Etat pense également à ses fonctionnaires retraités tropicaux, en gonflant leur pension de 35% à la Réunion et de 75% en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie. Une retraite complémentaire pouvant atteindre plus de 40 000 euros, et ceci même s'ils n'ont aucun lien avec le territoire d'outre-mer dans lequel ils s'installent. Là encore une réforme est en cours qui devrait voir disparaître progressivement ce dispositif à l'horizon 2027.

"Si les fonctionnaires ont mauvaise presse, c'est sans doute aussi parce qu'ils ont trop souvent la tentation de vivre en vase clos", argumentent Maud et Guillaume Gerbier, un jeune couple de vétérinaires inspecteurs en santé publique. Pour éviter ce risque, ils ont dès leur arrivée il y a trois ans suivi une formation en management interculturel, animé par une sociologue. "Cela nous a permis de mieux comprendre le fonctionnement de cette société complexe, notamment la sociologie du métissage, explique Maud. On a appris le créole et nos enfants le pratiquent tous les jours avec leurs copains d'école. La Guadeloupe, c'est la France du grand large, pas la France des clochers. Un archipel qui vous apprend à vous enrichir des différences et que l'on n'a plus envie de quitter."

Source : [L'Express](#)

Post-Scriptum

Lire : ["Créolitude"](#), l'article de [Christophe BARBIER](#) et la réaction de l'écrivain Roger Valy-Plaisant, [La France posture de M. Christophe BARBIER](#)